L.31/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

LE CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale
le 23 octobre 1948
d'une demande d'avis
sur un projet de loi relatif à l'industrie diamantaire

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23 October 1948
door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg
verzocht, hem
van advies te dienen over een ontwerp van wet tot regeling van het diamantbedrijf

a donné en sa séance du
20 décembre 1948
l'avis suivant:

heeft ter zitting van
20 December 1948
het volgend advies uitgebracht

L'industrie diamantaire dont l'importance économiqu pour la Belgique est grande, a un caractère très spécial.

Le diamant taillé est un moyen d'investissement. Sa valeur dépend en grande partie de la stabilité des prix, car une baisse est susceptible d'ébranler la confiance dans ce procédé de placement. La perte de confiance entraînerait la dépréciation de la marchandise et la ruine de cette industrie.

Dès présent, deux mesures sont intervenues pour limiter la production des diamants taillés.

La loi du 16 mai 1938 modifiée par l'arrêté-loi du 7 novembre 1946 a fixé la durée du travail pour tous les diamantaires, travailleurs liés par un contrat de travail ou autres : l'article 1er étend l'application des dispositions légales à toute personne travaillant le diamant soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui et "sans égard au point de savoir si l'industrie est exercée à domicile ou en atelier".

L'arrêté du Régent du 7 novembre 1946 impose aux employeurs des tarifs minima et les oblige à supporter certains frais de main d'oeuvre et d'achat de matériel.

La limitation de la durée de travail tend directement à réduire la production et l'arrêté du 7 novembre 194 cherche à obtenir un prix de revient égal afin d'éviter un tendance à la surproduction de la part de concurrents à qu il est possible de vendre au-dessous du prix normal grâce à un prix de revient inférieur.

Ces prescriptions se sont révélées difficiles à fai observer et elles semblent insuffisantes pour parer à la crise grave que traverse l'industrie diamantaire. Le gouvernement en impute surtout la faute aux travailleurs à domicile : ceux-ci prolongentillégalement les heures de travail et ils acceptent de supporter des frais mis de droit à charge de l'employeur. Ils nuisent ainsi à eux-mêmes; ils entraînent le chômage pour les autres travailleurs; ils permettent la concurrence déloyale et risquent de compromettre l'industrie diamantaire par la surproduction.

Le gouvernement, pour assurer le respect des mesures actuellement en vigueur, propose de supprimer le travail à domicile (page 4 de l'exposé des motifs). De plus, il désire limiter le nombre des personnes qui travaillent le diamant et obtenir de celles-ci de hautes qualités professionnelles, tant au point de vue de la technique qu'au point de vue de la discipline professionnelle.

La qualité du travail permettra de lutter plus aisément contre la concurrence étrangère et cette main d'oeuvre mieux formée comprendra qu'il importe d'observer des directives pour maintenir la production dans la stricte limite de la demande.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat comprend l'exposé des motifs.

*

* *

Le projet de loi n'exprime pas toujours d'une façon suffisamment claire la volonté du gouvernement et ne suit pas un ordre très précis. Sur un point important, le Conseil d'Etat constate une contradiction entre les dispositions du projet.

Le premier alinéa de l'article 3 ne permet de travailler le diamant et de le faire travailler que dans un atelier agréé à cette fin par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. De cette façon, le travail à domicile n'est pas interdit, mais il peut être restreint dans la mesure des conditions que le Ministre déterminera.

Par le second alinéa, il défend de faire travailler le diamant autrement que sous l'autorité, la direction ou la surveillance de l'employeur ou de son préposé. Il interdit ainsi de travailler le diamant autrement qu'en exécution d'un contrat de travail. Il suffit, pour s'en convaincre de se reporter à l'article ler de la loi du 10 mars 1900 qui définit par ces propres mots le contrat

de travail : "Le contrat par lequel l'ouvrier s'engage à travailler sous l'autorité, la direction et la surveillance d'un chef d'entreprise ou patron ... "

Or, l'article 1er permet de délivrer une autorisation spéciale aux travailleurs indépendants. Par les mots :"travailleurs indépendants", l'arrêté divise les travailleurs en deux catégories : ceux qui sont liés par un contrat de travail et les autres. Ces derniers sont donc les artisans qui travaillent pour leur propre compte

A supposer que l'intention du gouvernement soit d'interdire à un diamantaire de travailler, lui-même pour son propre compte, ses propres diamants ou des diamants qu'il travaille en exécution d'un contrat de louage d'industrie, il faudrait modifier l'article 1er, exprimer formellement cette interdiction et supprimer l'autorisation spéciale en faveur des travailleurs indépendants

A supposer que telle ne soit pas la portée du projet de loi, le Conseil d'Etat proposerait de le modifier comme suit :

L'article 4 du projet définit ce que le législateur entend par travail du diamant. Ce devrait être l'article 1er.

Texte proposé :

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale

et

Ministère des Affaires économiques et des Classes moyenne

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er -

Pour l'application de la présente loi, l'expression "travail du diamant" comprend uniquement le clivage, le sciage, le brutage, le polissage, le sertissage du diamant et le polissage de meules.

Article 2 -

Nul ne peut faire travailler le diamant ni le travailler à son propre compte s'il n'est porteur d'une autorisation spéciale.

Le Roi détermine les conditions d'octroi et de retrait de cette autorisation ainsi que les taxes y afférentes.

Il peut instituer un organisme chargé de statuer sur les demandes introduites, sans préjudice du droit de recours auprès du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

OBSERVATIONS

1 - Cet article correspond à l'article 1er et à l'article 6 du projet.
2 - Un article spécial sera relatif à l'avis de la Commission nationale paritaire de l'industrie diamantaire

Article 3 -

Nul ne peut travailler le diamant en exécution d'un contrat de travail s'il n'est porteur d'une carte de travail spéciale. Cette carte pourra être obtenue par

les personnes qui, au jour de la mise en vigueur de la présente loi, exercent le métier de travailleur diamantaire, et par celles qui feront la preuve qu'elles ont reçu une formation appropriée dans des écoles professionnelles pour diamantaires répondant aux conditions techniques exigées, ou qui ont été liées pendant trois ans au moins par un contrat d'apprentissage conclu à l'intervention du secrétariat d'apprentissage de l'industrie diamantaire.

Le Roi établit les modalités d'application de cette disposition ainsi que les taxes afférentes aux cartes de travail.

Il peut instituer un organisme chargé de statuer sur les demandes introduites, sans préjudice du droit de recours auprès du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

OBSERVATION

Les trois derniers paragraphes de l'article 2 du projet seront repris dans les dispositions répressives.

Article 4 -

Nul ne peut travailler ni faire travailler le diamant dans un atelier qui n'est pas agréé à cette fin par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou par son délégué.

Article 5 -

Avant de prendre les mesures réglementaires prévues par les articles 2, 3 et 4 de la loi, le Roi consulte la Commission nationale paritaire de l'industrie diamantaire qui doit donner son avis dans les trois mois.

Passé ce délai, l'avis de la Commission n'est plus exigé

OBSERVATION

La loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie, a institué des conseils professionnels ayant pour mission de donner au gouvernement "tout avis concernant les problèmes relatifs à la branche d'activité qu'ils représentent."
Il serait bon de justifier dans l'exposé du présent projet de loi les motifs qui déterminent le Gouvernement à s'en remettre à l'avis de la Commission nationale paritaire et non à celui du Conseil professionnel de l'industrie diamantaire.

Article 6 -

Les officiers de police judiciaire, dans les limites de leur compétence légale, et les fonctionnaires qui seront spécialement désignés par le Roi pour veiller à l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, ont libre accès aux locaux où le diamant est travaillé.

Les employeurs, leurs préposés et mandataires ainsi que les ouvriers et artisans diamantaires sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

Communication leur est donnée, à leur demande, des documents prévus aux articles 2 et 3 ainsi que de tous autres documents dont la consultation est utile au point de vue du contrôle.

Une copie du procès-verbal sera adressée, dans les sept jours, au contrevenant, à peine de nullité.

En cas d'infraction, ces fonctionnaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

SANCTIONS

Article 7 -

Toute infraction à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution est punie d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou d'un emprisonnement de 1 à 3 mois.

Les mêmes peines sont applicables aux employeurs à leurs préposés et mandataires, qui emploient un ou plusieurs ouvriers qui ne sont pas titulaires de la carte de travail prescrite par l'article 3.

L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées en contravention aux prescriptions de la loi sans que le montant total des amendes puisse excéder 100.000 francs.

Les peines prévues à l'alinéa 1er sont applicables aux ouvriers et artisans diamantaires qui refusent de donner les renseignements qui leur sont demandés en vertu de l'article 6.

Article 8 -

Quiconque travaille le diamant sans être en possession de l'autorisation spéciale prévue par l'article 2 est présumé engagé dans les liens d'un contrat de travail et il a l'obligation de révéler le nom et l'adresse de so employeur sous peine des sanctions prévues à l'article précédent.

Article 9 -

Les employeurs, leurs préposés ou mandataires ainsi que les travailleurs qui mettent obstacle à la sur veillance organisée en exécution de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs ou d'un emprisonnement de 8 jours à 1 mois, sans préjudice de l'application des peines prévues par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Article 10 -

L'autorisation prévue à l'article 1er sera retirée pour un terme de 1 à 6 mois à l'employeur qui

occupe des ouvriers qui ne sont pas titulaires de la carte de travail prescrite par l'article 3 ou qui fait travailler dans un atelier non agréé conformément à l'article 4. La carte de travail sera retirée pour un même terme à l'ouvrier qui est occupé par un employeur qui n'est pas titulaire de l'autorisation prévue à l'article 2, ou qui travaille dans un atelier non agréé à cet effet.

Cette sanction est toujours prononcée accessoirement aux peines principales.

OBSERVATION

Le Conseil d'Etat conserve la rédaction du Gouvernement qui n'étend pas aux artisans l'application de cette dispositio

Article 11 -

En cas de récidive dans l'année de la condamnatio les peines prévues aux articles 9 et 10 sont doublées.

Article 12 -

Les employeurs sont civilement responsables du paiement des amendes appliquées à leurs préposés ou mandataires chargés de la direction ou de la surveillance.

Article 13 -

Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre 7 et de l'article 85, so applicables aux infractions prévues par la présente loi.

L'article 85 de ce Code n'est toutefois pas appli qué en cas de récidive.

De diamantnijverheid, waarvan het belang voor België op economisch gebied aanzienlijk is, heeft een zeer speciaal karakter.

Geslepen diamant is een middel tot investering. Zijn waarde hangt grotendeels af van de stabiliteit der prijzen want een prijsvermindering kan het vertrouwen in deze wijze van belegging aan het wankelen brengen. Het verlies van vertrouwen zou leiden tot de waardevermindering van de waar en tot de ondergang van deze nijverheid.

Tot nog toe zijn twee maatregelen getroffen om de productie van geslepen diamant te beperken.

De wet van 16 Mei 1938, gewijzigd bij de besluitwet van 7 November 1946, heeft de duur van de arbeid bepaald voor al de diamantbewerkers, zo voor de arbeiders die door een arbeidsovereenkomst gebonden zijn als voor de andere: artikel 1 breidt de toepassing van de wettelijke bepalingen uit, tot al wie, hetzij voor eigen rekening, hetzij voor rekening van anderen, diamant bewerkt, "onverschillig of het bedrijf aan huis of in een werkplaats wordt uitgeoefend".

Het besluit van de Regent van 7 November 1946 legt aan de werkgevers minimatarieven op en legt hun bepaalde bewerkingskosten en de aankoop van materiaal ten laste.

De beperking van de duur van de arbeid strekt er rechtstreeks toe de productie te verminderen en het besluit van 7 November 1946 streeft er naar een gelijkmatige kostprijs te bekomen om een neiging tot overproductie te voorkomen vanwege concurrenten aan wie het mogelijk is, dank zij een lagere kostprijs, onder de normale prijs te verkopen.

Het is moeilijk gebleken deze voorschriften te doen naleven en zij zijn blijkbaar ontoereikend om de ernstige crisis die de diamantnijverheid doormaakt te verhelpen. De Regering legt de schuld vooral op de huisarbeiders: onwettig verlengen zij de arbeidsuren en nemen zij de kosten, die van rechtswege ten laste van de werkgever vallen, op zich. Hierdoor benadelen zij zich zelf, zijn zij oorzaak dat andere arbeiders werkloos worden, maken zij oneerlijke concurrentie mogelijk en kunnen zij de diamantnijverheid door overproductie in gevaar brengen.

.../...

Om de inachtneming van de thans van kracht zijnde maatregelen te verzekeren, stelt de Regering voor de huisarbeid (bladzijde 4 van de memorie van toelichting) af te schaffen. Bovendien wenst zij het getal personen die diamant bewerken te beperken en streeft zij er naar dat deze personen hoge beroepshoedanigheden zouden bezitten, zowel op technisch gebied als op het gebied van de beroepstucht.

De kwaliteit van de arbeid zal het mogelijk maken gemakkelijker te kampen met de buitenlandse concurrentie en d zo beter opgeleide arbeiders zullen begrijpen dat het er op aankomt bepaalde richtlijnen te volgen om de productie te behouden binnen de strikte perken van de vraag.

Aldus verstaat de Raad van State de memorie van toelichting.

*
* *

Het ontwerp van wet drukt niet steeds met voldoende klaarheid de bedoeling van de regering uit en neemt geen nauwkeurige volgorde in acht. De Raad van State stelt, over een belangrijk punt, een tegenstrijdigheid vast in de bepalingen van het ontwerp.

De eerste alinea van artikel 3 laat slechts toe diamant te bewerken of te doen bewerken in een werkplaats die daartoe door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangenomen werd. Het werk aan huis is aldus niet verboden, maar het kan beperkt worden naar gelang van de voorwaarden die de Minister zal bepalen.

In de tweede alinea verbiedt het ontwerp dat diamant anders zou bewerkt worden dan onder het gezag,de leiding of het toezicht van de werkgever of van zijn aangestelde. Het verbiedt aldus diamant anders te bewerken dan ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst. Het volstaat, om hiervan overtuigd te zijn, artikel 1 van de wet van 10 Maart 1900 te herlezen dat de volgende definitie geeft van de arbeidsovereenkomst: " ... de overeenkomst krachtens welke een werkman zich verbindt te arbeiden onder het gezag, het

.../...

bestuur en het toezicht van het hoofd ener onderneming of een patroon ...".

Welnu,artikel 1 laat toe aan de onafhankelijke arbeiders een bijzondere machtiging uit te reiken. Door de woorden: "onafhankelijke arbeiders", deelt het besluit de arbeiders in twee categorieën in : degenen die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst en de anderen.Deze laatsten zijn dus de ambachtslieden die voor eigen rekening werken.

Gesteld dat het in de bedoeling van de regering ligt aan een diamantbewerker te verbieden zelf voor eigen rekening zijn eigen diamant te bewerken of diamant te bewerken ter uitvoering van een nijverheidshuurcontract, dan zou artikel 1 moeten gewijzigd , het verbod formeel uitgedrukt en de bijzondere machtiging ten gunste van de onafhankelijke arbeiders afgeschaft worden.

Gesteld dat zulks niet de bedoeling is van het ontwerp van wet, dan zou de Raad van State voorstellen het te wijzigen als volgt :

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt wat de wetgever verstaat door "bewerken van diamant". Deze bepaling zou beter voorkomen in artikel 1.

Voorgestelde tekst:

Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg
en
Ministerie van Economische Zaken en Middenstand.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstand,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Economische Zaken en Middenstand zijn gelast, in Onze naam, bij de wetgevende Kamers, het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Voor de toepassing van deze wet slaat de uitdrukking " bewerken van diamant " alleen op het klieven, het zagen, het snijden, het slijpen, het verstellen van diamant en het schijvenschuren.

Artikel 2.-

Niemand mag diamant laten bewerken, noch het voor eigen rekening bewerken, tenzij hij houder is van een bijzondere machtiging.

De Koning bepaalt de voorwaarden voor het verlenen en het intrekken van deze machtiging evenals de daarvoor verschuldigde taxes.

Hij kan een organisme oprichten dat er mede belast is, over de ingediende aanvragen te beslissen, onverminderd het recht van verhaal bij de Minister van Economische Zaken en Middenstand.

OPMERKINGEN

1. Dit artikel beantwoordt aan artikel 1 en aan artikel 6 van het ontwerp.
2. Een bijzonder artikel zal betrekking hebben op het advies van het Nationaal Paritair Comité der Diamantnijverheid.

Artikel 3.-

Niemand mag, ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst, diamant bewerken, tenzij hij houder is van een bijzondere arbeidskaart. Deze kaart kan verkregen worden door de personen die de dag, waarop deze wet in werking treedt, het beroep van diamantbewerker uitoefenen en door degenen, die het bewijs leveren dat zij een aangepaste opleiding genoten hebben in vakscholen voor diamantbewerkers, welke aan de gestelde technische voorwaarden voldoen, of die gedurende ten minste drie jaar gebonden geweest zijn door een leercontract, afgesloten door bemiddeling van het leerlingensecretariaat der diamantnijverheid.

De Koning bepaalt de modaliteiten van toepassing van deze bepaling, evenals de taxes op de arbeidskaarten.

Hij kan een organisme oprichten dat er mede belast is, over de ingediende aanvragen te beslissen, onverminderd het recht van verhaal bij de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

OPMERKING.

De laatste drie paragrafen van artikel 2 van het ontwerp komen voor in de beteugelende bepalingen.

Artikel 4.-

Niemand mag diamant bewerken of laten bewerken in een werkplaats die daartoe niet aangenomen werd door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of door zijn afgevaardigde.

Artikel 5.-

Vooraleer de bij de artikelen 2, 3 en 4 van de wet bepaalde reglementaire maatregelen te treffen, wint de Koning het advies in van het Nationaal Paritair Comité der Diamantnijverheid, dat zijn advies binnen drie maanden moet uitbrengen.

Na verloop van deze termijn, ishet advies van het Comité niet meer vereist.

OPMERKING

De wet van 20 September 1948, houdende organisatie van het Bedrijfsleven, heeft Bedrijfsraden opgericht die tot opdracht hebben aan de Regering "alle adviezen omtrent de vraagstukken die betrekking hebben op de bedrijfstak die ze vertegenwoordigen " te geven.
Het zou goed zijn in de memorie bij het voorliggende ontwerp van wet de redenen

.../...

op te geven die de Regering doet besluite zich te verlaten op het advies van dit Nationaal Paritair Comité, liever dan op dat van de Bedrijfsraad der Diamantnijverheid.

Artikel 6.-

De officieren van de gerechtelijke politie, binnen de perken van hun wettelijke bevoegdheid, en de ambtenaren die door de Koning speciaal zullen aangesteld worden om over de uitvoering van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten te waken, hebben vrije toegang tot de lokalen waar diamant bewerkt wordt.

De werkgevers, hun aangestelden en lasthebbers alsook de werk- en ambachtslieden, die diamant bewerken zijn gehouden hun de inlichtingen te verstrekken die zij nodig hebben om hun opdracht te vervullen.

Op hun verzoek worden hun de bij artikelen 2 en 3 bedoelde documenten medegedeeld, alsook alle andere documenten, waarvan de kennisneming nuttig is voor de contrôle.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt, op straf van nietigheid, binnen zeven dagen aan de overtreder overgemaakt.

Bij inbreuk stellen deze ambtenaren processen-verbaal op, die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs.

SANCTIES

Artikel 7.-

Elke inbreuk op deze wet of op haar uitvoeringsbesluiten, wordt gestraft met een geldboete van 1.000 tot 10.000 frank of met een gevangenisstraf van 1 tot 3 maand.

Dezelfde straffen zijn toepasselijk op de werkgevers, hun aangestelden en lasthebbers, die één of meer werklieden tewerkstellen welke geen titularis zijn van de bij artikel 3 voorgeschreven arbeidskaart.

.../...

De boete wordt zoveel maal toegepast als er personen in strijd met de voorschriften van de wet werden tewerkgesteld, zonder dat het totaal der boeten 100.000 frank mag overschrijden.

De bij de 1e alinea bepaalde straffen zijn toepasselijk op de werk- en ambachtslieden die diamant bewerken, welke weigeren hun krachtens artikel 6 gevraagde inlichtingen te verstrekken.

Artikel 8.-

Alwie diamant bewerkt zonder in het bezit te zijn van de in artikel 2 voorgeschreven bijzondere machtiging, wordt vermoed door een arbeidsovereenkomst gebonden te zijn en is verplicht, op straffe van de in het vorig artikel bepaalde sancties, de naam en het adres van zijn werkgever bekend te maken.

Artikel 9.-

De werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers, alsook de werklieden die het ter uitvoering van deze wet ingesteld toezicht verhinderen, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 200 frank of met een gevangenisstraf van 8 dagen tot één maand, onvermind erd de toepassing der straffen bepaald bij de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Artikel 10.-

De bij artikel 1 bedoelde machtiging wordt ingetrokken voor een termijn van 1 tot 6 maand indien de werkgever werklieden tewerkstelt, die geen titularis zijn van de arbeidskaart voorgeschreven bij artikel 3, of indien hij laat werken in een niet overeenkomstig artikel 4 aangenomen werkplaats. De arbeidskaart wordt ingetrokken voor een zelfde termijn, indien de werkman tewerkgesteld is door een werkgever, die geen titularis is van de bij artikel 1 voorgeschreven machtiging of indien hij werkt in een niet aangenomen werkplaats.

.../...

Deze sanctie wordt altijd uitgesproken als bijkomende straf bij de hoofdstraffen.

OPMERKING

De Raad van State behoudt de redactie van de Regering die de toepassing van deze bepaling niet uitbreidt tot de ambachtslieden.

Artikel 11.-

In geval van herhaling binnen het jaar der veroordeling, worden de bij de artikelen 9 en 10 bepaalde straffen verdubbeld.

Artikel 12.-

De werkgevers zijn burgerlijk aansprakelijk voor het betalen der boeten, opgelegd aan hun met het bestuur of met het toezicht belaste aangestelden of lasthebbers.

Artikel 13.-

Alle bepalingen van Boek 1 van het Strafwetboek, hoofstuk 7 en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de bij deze wet bepaalde inbreuken.

Artikel 85 van dit Wetboek wordt evenwel niet toegepast in geval van herhaling.

L.[illegible]/1

Etaient présents :

Messieurs : J. [illegible], Président du Conseil d'Etat, Président

Waren aanwezig :

De Heren : Voorzitter van de Raad van State, Voorzitter

Y. [illegible], Conseillers d'Etat
[illegible], Raadsheren van State.

L. [illegible],
[illegible], Assesseurs de la section de législation
Bijzitters van de afdeling wetgeving.

J. [illegible], Greffier adjoint
adjunct-Griffier, Greffier,
Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M. [illegible], Président

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. [illegible], Voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,